



LA DIRECTION DE FRANCE BLEU FRANCHIT UNE LIGNE ROUGE

Sans aucune communication, la Direction a fait le choix de supprimer des postes techniques dans de nombreuses stations (France Bleu Auxerre, France Bleu Champagne, France Bleu Creuse, France Bleu Pays de Savoie...), actant le passage de 6 à 5 techniciens. Malgré deux lettres ouvertes des équipes techniques demandant le maintien de ces postes, la direction n'a jusqu'à présent apporté aucune réponse.

A France Bleu Béarn Bigorre, suite à un départ de salarié, on attend dans l'angoisse la confirmation du maintien du 6ème poste qui n'est toujours pas pourvu.

A France Bleu Limousin et France Bleu Belfort Montbéliard, la situation est la même: un départ prochain précipite l'équipe dans le stress d'une possible suppression.

Dans d'autres stations du Réseau, on expérimente avec inquiétude et sans concertation de nouvelles organisations.

Ces situations ainsi que les annonces ambiguës faites aux élu -es dans les instances de représentation du personnel ou lors de « grand-messes sessions ouvertes" en teams, font régner un climat de très grande anxiété autour de l'avenir du métier de technicien du SON au sein des équipes techniques du réseau France Bleu.

La direction de France Bleu argue de la nécessaire mise en adéquation des moyens avec le projet éditorial pour supprimer ces postes, en prétendant que les stations peuvent organiser quotidiennement l'antenne avec seulement 2 techniciens au lieu de 3 aujourd'hui. Ceci n'est, selon nous, qu'une vision par le prisme d'un tableau Excel qui ne prend nullement en compte l'impact sur :

- les conditions de travail (amplitude horaire des journées 8h30 à 19h30...),
- la perte de sens au travail et de compétences techniques (6h d'antenne dans la journée, disparition des émissions en extérieur et des prises de son...),
- le bouleversement de la vie privée (Perte de régularité dans les vacances...).

Cette dégradation des conditions d'exercice du métier de *technicien du son* à France Bleu est un **recul social historique** dans le réseau.

Ce projet est délétère pour les stations de France Bleu car il impactera de fait l'engagement des salarié-e-s, les ambiances de travail et les relations sociales sur le lieu de travail.

La direction de Radio France ne peut plus prétendre vouloir améliorer la *qualité de vie au travail* lorsqu'elle acte brutalement et **sans concertation** une réorganisation de cette ampleur – un tel projet ne peut s'appliquer sans consultation réelle et loyale du CSE - dont la seule finalité est de récupérer le maximum de postes pour les redéployer dans l'entreprise.

Alors que le rapport ISAST dénonçait une population technique à France Bleu en grande **souffrance**, la réponse de la direction est donc de supprimer des effectifs et de dégrader la qualité du travail.

Nous, Organisation Syndicales Représentatives à RF, alertons la direction de Radio France sur l'ampleur des Risques Psycho-Sociaux que recouvre ce projet.

Ce projet qui est d'autant plus incompréhensible qu'à Paris une réflexion est lancée sur une réforme des moyens de production. Sans tenir compte de ce processus, la direction de France Bleu manœuvre en douce, créant ainsi une sous-catégorie de techniciens du son : les techniciens France Bleu. C'est totalement inacceptable.

Nous demandons à la direction de France Bleu de renoncer à ces décisions dangereuses pour les équipes, les stations et individuellement pour les salarié-e-s.

Nous demandons à la direction générale que les moyens humains-techniques soient maintenus afin de répondre aux projets ambitieux de la nouvelle équipe de direction des programmes de France Bleu.

La direction de Radio France serait, en toute connaissance de cause, seule responsable des conséquences néfastes sur la santé des salarié-e-s concerné -es, si elle persistait dans son projet.

Le 2 octobre 2024